

Ukraine : impact et rétorsion



La liste des fournitures en matériel militaire et autres aides au gouvernement corrompu de l'Ukraine par les membres de l'organisation criminelle appelée OTAN est interminable : près de 10 milliards de dollars en constituent l'ensemble.

Sans cette « aide » ou plutôt cette fourniture de « carburant » destinée à prolonger artificiellement un conflit lancé par l'Occident sous direction américaine et destiné à multiplier les morts et les obstacles sur la voie d'une paix dont Washington ne veut pas, l'opération russe, légitime puisque répondant à une agression lancée par les États-Unis depuis 2014 (coup d'État de Maïdan), serait terminée depuis longtemps. L'Ukraine aurait demandé grâce, la Crimée et les républiques du Donbass, ainsi que les bords de la mer Noire et de la mer d'Azov, seraient russes, l'ultra-corrompu Zelensky et ses acolytes ukrainiens, américains, britanniques, allemands, polonais et les ultra-corrompus membres de la Commission européenne, auraient été jugés et condamnés pour complicité de crimes, et les choses seraient rentrées dans l'ordre multipolaire que refusent les Américains mais que souhaite l'ensemble des États du monde.

Un jour, le procès des coupables – l'OTAN, l'UE, nos dirigeants des nations de l'Europe de l'Ouest et leurs complices – établira peut-être les responsabilités et distribuera les sanctions. À condition que la Russie et ceux qui, comme elle, ont le sens de la justice, de l'équité et de l'intégrité de leurs terres et de leurs peuples aient imposé

leur raison. Quitte à devoir recourir à l'extrême. Rien ne plairait davantage à quiconque, comme moi-même, est épris du triomphe final du droit, que la destruction, même via l'arme nucléaire, des bases militaires otaniennes en Allemagne, en Belgique, en Italie, en Espagne, au Royaume-Uni, en Pologne, en Roumanie et ailleurs en Europe. Si les flottes américaines pouvaient dans le même mouvement être réduites en cendres par quelques-uns des « inarrêtables » missiles russes, le comble serait alors mis à la possibilité d'une paix enfin juste et durable de par le monde.

Edward Gibbon (1737-94), l'auteur éclairé de *The Decline and Fall of the Roman Empire* avait raison, qui jugeait déjà que la domination planétaire des puritains débarqués en Amérique du Nord au début du XVIIe siècle signifierait la ruine des hommes et de leurs créations. Et pourtant, ce n'est pas des citoyens américains dans leur globalité qu'il s'agit – les pauvres sont victimes de leurs gouvernements successifs – mais de ce *Deep State* constitué de financiers, d'industriels, de spéculateurs actifs venus de tous les horizons depuis des générations et dont l'âme trempe dans le fatidique Ancien Testament ; cet État profond qu'il aurait fallu détruire avant qu'il ne devienne trop puissant. Le président Andrew Jackson s'y était essayé, mais il eut trop peu de temps devant lui, hormis pour la banque dont il retarda l'avènement mortel ; Kennedy tenta de même de s'y opposer : on sait ce qu'il advint de lui. C'est en réalité tout le système politique qu'il eût convenu de contrôler, effaçant les États dans l'État – ce que les rois européens firent avec succès, – les exterminant (GAFAMs, multinationales, ONG de Soros, de Gates, etc.) et confisquant leurs biens sans hésitation et dans le sang si nécessaire (cf. les Templiers sous Philippe le Bel). Aujourd'hui qu'ils tiennent tout en main, comment s'en défaire, sinon en escomptant une réaction des milliards d'habitants de la terre, dont la plupart sont trop ignorants, trop naïfs ou trop stupides pour saisir de quoi il est question.

Au moins, les gens lucides (5 % de la population mondiale ?) mourront-ils en sachant ce qui les frappe. Privilège qui, pour n'avoir aucune vertu protectrice, console quelque peu ceux qui ont compris. Avant le dernier soupir.

Michel Bugnon-Mordant, géopolitologue